

*10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008*

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD** (*projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008*)\*\*

# **LE PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD**

*Mis à jour en mars 2008*

***La mise à jour de ce plan a été entreprise conjointement par la Commission de l'Union Africaine et le secrétariat du NEPAD, en consultation avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique***

## INTRODUCTION AU PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD

### *Genèse et historique*

En prenant la responsabilité du développement de l'Afrique, les dirigeants africains ont reconnu l'importance primordiale de la mobilisation des ressources adéquates, tant nationales qu'étrangères, pour soutenir davantage la croissance économique et réduire plus efficacement la pauvreté. Dans le document-cadre fondateur du NEPAD daté d'octobre 2001, on estime qu'une croissance annuelle moyenne de 7 % est nécessaire pour que l'Afrique puisse réaliser les OMD et en particulier la réduction de moitié, d'ici à 2015, du nombre d'Africains vivant sous le seuil de pauvreté. La profusion – de longue date – d'investissements inadéquats dans les secteurs africains décisifs exige aujourd'hui la tâche énorme de réinventer les stratégies et tactiques les plus efficaces pour rassembler les ressources nécessaires à une croissance favorable aux plus démunis ainsi qu'à un développement régional de qualité.

Le NEPAD, un programme de l'Union Africaine, accorde beaucoup d'importance à la mise en place de relations et de partenariats mondiaux plus dynamiques pour conduire l'Afrique sur la voie du développement durable. Il adopte pour ce faire une nouvelle approche structurée de la mobilisation des ressources visant à réduire un déficit financier chronique estimé entre USD 64 et USD 110 milliards par an. Les nations industrialisées du G8 et de l'OCDE, ainsi que les organismes de développement régionaux et multilatéraux, sont aujourd'hui partie intégrante de l'élaboration de ce partenariat. Le programme, la vision, les objectifs stratégiques et les priorités sectorielles de l'UA/NEPAD reflètent cet effort de nouvelle concentration sur l'action mutuelle, sur la réactivité et sur la responsabilité tant de l'Afrique que de ses partenaires au développement. Le **Plan d'action africain (PAA) de l'Union Africaine et du NEPAD** offre l'une des plateformes viables faisant autorité pour rallier le soutien nécessaire au développement du continent africain.

Lors du 12<sup>e</sup> Sommet, en 2005 à Alger, du Comité d'application des chefs d'État et de gouvernement du NEPAD (HSGIC, *Heads of State and Government Implementation Committee*), les dirigeants africains ont mis en lumière cinq domaines prioritaires censés constituer le socle de la mise en œuvre rapide du NEPAD. Plus tard, lors du 13<sup>e</sup> Sommet du HSGIC à Sharm-el-Sheikh, en Égypte, ces priorités ont été réaffirmées pour former cette fois la base de l'engagement pris avec les dirigeants du G8 au cours du Sommet du G8 de Gleneagles, au Royaume-Uni. Les mêmes priorités ont été approuvées ensuite par la 5<sup>e</sup> Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'UA les 4 et 5 juillet 2005 en Libye. Ces priorités étaient : la paix et la sécurité, l'agriculture et la sécurité alimentaire, de même que les infrastructures et le développement humain, y compris l'éducation et la santé. Pour leur part, les dirigeants du G8 ont manifesté leur soutien politique à l'Afrique, conformément – en grande partie – à ce qu'avaient demandé les dirigeants africains. Le G8/OCDE a accepté, par exemple, de doubler son aide à l'Afrique d'ici à 2010, d'annuler la dette des pays africains considérés comme pauvres et très endettés (PPTÉ), de renforcer le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) ainsi que de créer le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) et le Fonds pour le climat d'investissement en Afrique (ICF, *Investment Climate Facility for Africa*). Un certain degré de

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\***

convergence entre les priorités de l'Afrique telles que définies par ses dirigeants et les engagements internationaux apparaît donc dans les décisions mentionnées ci-dessus. Cependant, le défi est maintenant de faire respecter ses promesses envers l'Afrique par la communauté internationale.

C'est pourquoi un processus consultatif impliquant les ministres africains des Finances, le secrétariat de la Commission de l'UA/NEPAD, les Communautés économiques régionales (CER) ainsi que les experts des différents pays et des institutions partenaires a été mis en place pour élaborer un Plan d'Action global mais concis. **Le Plan d'Action Africain (PAA) est donc né pour œuvrer au développement politique et socioéconomique de l'Afrique dans le cadre, en partie, de la réponse africaine aux différentes priorités exprimées par l'UA/NEPAD, dont les suites du sommet du G8 de Gleneagles.** On se rappellera que le Plan a été dévoilé au 14<sup>e</sup> HSGIC du NEPAD après une procédure de consultation de l'ensemble des intervenants et parties prenantes dirigée conjointement par la Commission de l'UA, la conférence africaine des ministres des Finances en 2005/2006 et le Secrétariat du NEPAD. Il est juste d'affirmer que le PAA est une initiative qui incarne totalement les principes du NEPAD de l'appropriation et de la responsabilité africaines, de l'engagement à une bonne gouvernance politique et économique, à l'autonomie, au développement centré sur l'Homme, à l'égalité des sexes, à la promotion d'un partenariat actif en Afrique avec les parties prenantes et la communauté internationale et à un leadership responsable. Le PAA – développé par le biais d'un processus consultatif – démontre, en effet, la volonté d'appropriation africaine.

**Objectifs du Plan d'Action Africain**

Le **Plan actualisé, disposé ici en matrice**, met en valeur les projets et programmes spécifiques et concrets (identifiés par l'UA et le NEPAD) par lesquels l'Afrique pourrait demander la mise en œuvre effective des engagements et promesses faits par ses partenaires extérieurs (dont le G8/OCDE). Le PAA s'inscrit dans la ferme volonté de mettre fin au manque de ressources de l'Afrique, soucieuse de réduire la pauvreté sur son territoire. Il est également la manifestation claire du désir africain de prendre en charge, lui-même, son développement.

**Les principaux objectifs du PAA sont :**

- a. Mobiliser assez de ressources pour mettre en œuvre les projets et programmes prioritaires en Afrique ;**
- b. Harmoniser et synchroniser les programmes et projets de l'UA/NEPAD au bénéfice d'une mise en œuvre efficace ;**
- c. Assurer la préparation des collaborations et partenariats se rapportant aux programmes et projets en question ;**
- d. Faciliter le suivi et l'évaluation des programmes et projets prioritaires mis en œuvre, tant à l'échelle nationale et sous-régionale que continentale, avec l'UA/NEPAD, les CER et les autres institutions africaines.**

Le Plan d'action africain de l'UA/NEPAD reflète, principalement, les priorités actuelles de l'Afrique et en particulier celles qui présentent un fort potentiel régional mais qui nécessitent une coordination à l'échelle continentale. Il s'agit essentiellement de questions de bonne gouvernance, de paix et de sécurité, d'intégration économique régionale, d'infrastructures transfrontalières, de promotion du commerce intra-africain, de développement des ressources humaines, d'agriculture et de sécurité alimentaire, de science et de technologie, de développement du secteur privé, d'environnement et de développement de l'égalité entre les sexes. Pour favoriser la mise en œuvre effective de ces priorités, le Plan vise également à promouvoir le développement des capacités dans différents secteurs et à différents niveaux.

La première présentation du PAA date du 5<sup>e</sup> FPA à Londres. Il s'agissait alors de concrétiser les engagements du G8 et les promesses des pays de l'OCDE. Le Plan a ensuite été présenté une nouvelle fois au FPA de Moscou avec l'espoir de faire du PAA la base constitutive du Plan d'Action

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD** (*projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008*)\*\*

Conjoint entre l'Afrique et ses partenaires au développement. Si, à ce jour, il n'a pas encore été possible d'en arriver là, des actions conjointes ont déjà été lancées sur les grandes priorités africaines. Il est essentiel que l'Afrique poursuive son engagement avec le G8/OCDE pour parvenir à un consensus sur les Actions Conjointes. Elle doit en même temps mettre en place des stratégies pour générer et exploiter – en faveur de son développement – ses ressources domestiques.

**Conclusion : la marche à suivre**

Le Plan d'action africain présenté une nouvelle fois au 10<sup>e</sup> FPA dans une version modifiée et actualisée, est différent, dans sa portée, sa forme et son contenu, du *Plan d'action pour l'Afrique du G8* adopté en 2001 à *Kananaskis*, au Canada, par les dirigeants du G8, et du projet de *Plan d'action commun pour l'Afrique* de 2006 établi immédiatement après le sommet du G8 de Gleneagles comme proposition-cadre par l'UA/NEPAD et ses partenaires au développement.

**Le Plan d'action africain de l'UA/NEPAD représente le minimum de priorités africaines à mettre en œuvre à court et moyen terme.** Il est fondé sur la volonté de l'Afrique d'inaugurer une nouvelle unité d'objectifs et de changer les modèles de relations entre l'Afrique et ses collaborateurs, passant de la marginalisation à un authentique partenariat de développement mutuellement gagnant. La force du PAA lui vient de l'accent dynamique qu'il porte sur les priorités de l'UA/NEPAD, reconnaissant l'éradication de la pauvreté et le renouveau socio-économique comme les plus urgentes. **Donc, le succès de ce Plan dépendra largement :**

- **De la grande attention que portera l'ensemble de l'UA/NEPAD sur sa défense et sur la mobilisation des différents partenaires ;**
- **Des ressources africaines, tant financières qu'humaines, engagées pour sa mise en œuvre, y compris issues du secteur privé africain ;**
- **Du soutien renouvelé des partenaires à la mise en œuvre des programmes et projets contenus dans le Plan ;**
- **De la réactivité et de la responsabilité assumées par tous les partenaires et toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre de ce Plan.**

Les projets prioritaires du PAA sont donc présentés aux partenaires de l'Afrique pour examen et en vue de récolter leur soutien dans le contexte d'un véritable partenariat mutuellement gagnant. Alors que l'Afrique entend prendre toujours davantage la responsabilité et la direction des réponses aux défis qui lui sont lancés, elle reconnaît en son sein que le soutien de partenaires au développement est indispensable à la réalisation de ses objectifs tels qu'ils ont été définis dans le programme de l'UA/NEPAD. De toute évidence, les dirigeants africains prennent déjà, dans leurs pays respectifs, des mesures audacieuses en matière de paix et de stabilité, de bonne gouvernance et d'élections démocratiques, conditions indispensables pour un développement durable. De plus, l'Afrique explore en ce moment de nombreuses manières de mobiliser ses ressources propres afin de mettre en œuvre ses grands programmes. Cependant, il est nécessaire d'accélérer l'allure et d'élargir le champ de mise en œuvre des programmes prioritaires d'Afrique si l'on souhaite éliminer la pauvreté, réaliser les OMD et préparer une vie meilleure à ses populations. En cela, l'Afrique est encouragée par les réactions positives de ses partenaires au développement. Les programmes prioritaires repris dans le PAA font partie d'un ensemble plus large d'interventions considérées comme nécessaires pour maintenir l'Afrique sur la voie des OMD. Il convient de souligner que ces programmes prioritaires ne sont pas coulés dans le béton mais qu'ils restent souples et adaptables face aux questions nouvelles qui ne manqueront pas d'émerger dans le futur. **L'espoir et l'attente de l'Afrique, c'est que le 10<sup>e</sup> FPA aille dans le sens d'une réalisation concrète et pratique des programmes et projets du PAA ainsi que des engagements et promesses du G8/OCDE dans le cadre du soutien au développement de l'Afrique.**

*En résumé, le 10<sup>e</sup> FPA pourrait prendre les mesures suivantes à l'égard du PAA :*

- Examiner de manière très attentive le Plan d'action africain de l'UA/NEPAD et la possibilité de soutien des programmes et projets prioritaires de ce Plan en démonstration des engagements du G8/OCDE envers le développement de l'Afrique ;
- Faire reconnaître le PAA par les partenaires au développement comme l'une des bases véritables d'un partenariat de développement de l'Afrique ;
- Permettre aux partenaires au développement d'étudier les possibilités offertes par le PAA d'aligner, harmoniser et intégrer davantage leurs programmes nationaux d'aide au développement avec les priorités sectorielles africaines soulignées dans le PAA;
- Faire réaffirmer leur soutien aux programmes et projets évoqués dans le PAA par les partenaires bi- et multilatéraux dans l'esprit d'un partenariat authentique avec l'Afrique et les Africains ;
- Parvenir à un consensus ou à un certain nombre de points communs dans le cadre du Plan en vue de prendre des mesures de mise en œuvre des grandes priorités sectorielles africaines ;
- Explorer de nouveaux moyens innovants pour mobiliser – au profit des grands programmes et projets du PAA – les moyens en provenance d'autres sources dont le secteur privé, les partenaires du Sud et la diaspora.

## **PAR SECTEUR**

- **INFRASTRUCTURES : ÉNERGIE, EAU ET ASSAINISSEMENT, TRANSPORTS, INFORMATIQUE**
- **AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**
- **SANTÉ**
- **ÉDUCATION**
- **SCIENCES ET TECHNOLOGIE**
- **ENVIRONNEMENT**

- **COMMERCE, INDUSTRIE ET INVESTISSEMENTS**
- **PAIX ET SÉCURITÉ**
- **GOVERNANCE**
- **ÉGALITÉ DES SEXES**

### INFRASTRUCTURES

Dans le domaine des infrastructures, les projets prioritaires du Plan UA/NEPAD sont essentiellement le **Programme de développement à court terme des infrastructures (STAP, Short-term Development Programme for Infrastructure)**, le **Cadre stratégique à moyen et long terme (MLTSF, Medium to Long Term Strategic Framework)**, le **Programme de développement spatial (Spatial Development Programme)** ainsi que les **Plans directeurs infrastructurels de l'UA** et le **Diagnostic infrastructurel africain par pays (AICD, African Infrastructure Country Diagnostic)** avec le support technique de la Banque Africaine de Développement. L'UA/NEPAD travaille avec tous ses partenaires pour actualiser les promesses du G8 d'ajouter USD 10 milliards de contribution par an en faveur du développement des infrastructures en Afrique, ainsi que les activités effectives du **Consortium des infrastructures pour l'Afrique (Infrastructure Consortium for Africa, ICA)** qui vise à faire progresser les investissements en Afrique, à améliorer la coordination entre donateurs et à augmenter la part d'investissements consacrée aux infrastructures. Sur les 120 projets d'infrastructure du STAP, 70 % sont des projets de facilitation, de renforcement de capacités et d'études alors que 30 % seulement sont des projets d'investissement. Le défi urgent est maintenant de trouver comment accélérer la mise en œuvre des projets du STAP/MLTSF (qui nécessitent une augmentation de capacité de développement et de mise en œuvre), les études et préparations de projets, la croissance des investissements et comment améliorer la coordination institutionnelle entre les principaux intervenants en plus de la mise en œuvre des projets dont les études ont été achevées et qui sont prêts aux investissements.

INFRASTRUCTURES : projets et programmes prioritaires	Besoins financiers (coût total)	Engagements africains	Acteurs clefs	Indicateurs	Indicateurs de suivi
<b>Secteur de l'énergie</b>					
<b>Projets hydroélectriques Grand Inga et Inga III (RDC et continent) Situation : phase de préinvestissement</b>	<b>USD 50 000 millions</b>	USD 10 millions de la BAfD	Gouvernement de la RDC	Étapes du projet définies	BAfD, UA/NEPAD, CEA
<b>Projet WESTCOR (RDC, Angola, Namibie, Botswana, Afrique du Sud)</b>	<b>USD 6 000 millions</b>	USD 500 000 des services publics des pays concernés	Services publics des pays concernés, UA/NEPAD, CDAA	Étapes du projet définies	BAfD, UA/NEPAD, CEA
<b>Marché de l'énergie de l'Afrique australe (RDC, Zambie, Malawi-Mozambique)</b>	<b>USD 105 millions</b>	Indisponible	États membres de la CDAA, UA/NEPAD	Étapes du projet définies	BAfD, UA/NEPAD, CEA

10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008

PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

Pool d'interconnexion des réseaux électriques d'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Togo, Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Ghana & Mali)	USD 300 millions	USD 18.59 millions garantis de la BAfD  USD 33.21 millions de la Banque mondiale	CEDEEAO, UA/NEPAD	Étapes du projet définies	BAfD, UA/NEPAD, CEA
Oléoduc du corridor nord (Kenya, Ouganda)	USD 110 millions	Indisponible	CAE, UA/NEPAD	Étapes du projet définies	BAfD, UA/NEPAD, CEA
Projet d'interconnexion des réseaux électriques sous-régionaux (région de la CEEAC)	USD 4 millions	Indisponible	CEEAC, UA/NEPAD	Étapes du projet définies	BAfD, UA/NEPAD, CEA
<b>Secteur de l'eau et de l'assainissement</b> (Programme transfrontalier de gestion des ressources hydriques)					
Planification des ressources hydriques et gestion du bassin du Nil (Burundi, RDC, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Soudan, Rwanda, Tanzanie et Ouganda)	USD 163 millions	Indisponible	Initiative du Bassin du Nil (NBI), partenaires à la coopération, UA/ NEPAD, CER	Étapes du projet définies	BAfD, UA/NEPAD
Bassin du fleuve Sénégal (Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal)	USD 120 millions	Indisponible	OMVS, CEDEEAO, UMA, partenaires à la coopération, UA/ NEPAD	Étapes du projet définies	BAfD, UA/NEPAD
<b>Secteur des transports</b>					
Programme de développement spatial (routes, aéroports, chemins de fer et ports) (Toutes régions, au-delà du secteur des transports)	USD 1 000 millions	Changements politiques et réglementaires nécessaires pour attirer les investissements.	CER, UA/NEPAD, BAfD <b>États-membres</b>	Des km de routes, chemins de fer et ports construits ou réhabilités. Investissements réalisés dans des projets d'infrastructures économiques.	BAfD, UA/NEPAD
<b>TRANSPORT ROUTIER</b>					
Réseau routier est-africain (EARNP) composé de cinq corridors de transport routier (7 568 km) en CAE. Corridor Nord, Corridor Central + 3 autres corridors. (Ouganda, Kenya, Tanzanie et Rwanda)	USD 4 000 millions	L'étude AICD indiquera les contributions des États-membres	CAE, UA/NEPAD, CDAA, BAfD	Des km de routes construites ou réhabilitées	BAfD, UA/NEPAD
Réseau routier d'Afrique du Nord (projet d'autoroute au	USD 250 millions	Comme ci-dessus	UMA, UA/NEPAD, BAfD	Des km de routes construites ou réhabilitées	BAfD, UA/NEPAD

*10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008*

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD** (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

Maghreb & réseau routier de Mauritanie)					
<b>Transports routiers d'Afrique centrale : pont ferroviaire/routier entre Kinshasa et Brazzaville (CEEAC)</b>	<b>USD 500 millions</b>	<b>Comme ci-dessus</b>	CEEAC, UA/NEPAD, BafD	Des km de routes et chemins de fer construits ou réhabilités, étude de faisabilité, pont étudié et construit.	
<b>Programme de réseau routier de la CEDEEAO : Kati-Kita (Mali) – Saraya (Sénégal) : 345 km à mettre aux normes + Mumfe-Ekok (Cameroun) – Abakaliki (Enugu, Nigeria) : 161 km à mettre aux normes au Cameroun et à réhabiliter au Nigeria</b>	<b>USD 500 millions</b>	Comme ci-dessus	CEDEEAO, UA/NEPAD, BafD	Des km de routes construites ou réhabilitées	BafD, UA/NEPAD
<b>TRANSPORT FERROVIAIRE</b>					
<b>Réhabilitation des chemins de fer angolais – le corridor Lobito</b>	<b>USD 300 millions</b>	Comme ci-dessus	CDA, UA/NEPAD, BafD.	Des km de chemins de fer construits ou réhabilités	BafD, UA/NEPAD
<b>TRANSPORT AÉRIEN</b>					
<b>Mise en place de la Décision de Yamoussoukro (continent)</b>	<b>USD 400 millions</b>	Comme ci-dessus	CER, UA/NEPAD, BafD	Nombre de pays entièrement conformes aux stipulations de la Décision de Yamoussoukro	BafD, UA/NEPAD
<b>TRANSPORT MARITIME</b>					
<b>Réhabilitation des ports angolais : (Lobito, Namibie, Cabinda et Luanda)</b>	<b>USD 500 millions</b>	Indisponible.	CDA, UA/NEPAD, BafD	Montant des investissements réalisés dans les ports	BafD, UA/NEPAD



PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

**Informatique et communications**

<p>« e-écoles » du NEPAD</p>	<p><b>USD 2 milliards pour les 20 premiers pays africains concernés</b></p>	<p>USD 15 millions engagés par le secteur privé pour la phase DEMO (phase de démonstration).  USD 2 millions par les gouvernements africains.  Engagements supplémentaires à déterminer après les Conférences du Business Plan en avril 2008. Pays censés fournir les infrastructures.</p>	<p>UA/NEPAD, gouvernements africains ;  Consortiums du secteur privé (HP, Microsoft, Oracle &amp; Cisco, AMD, New Skies) ;  Partenaires au développement : CSIR, ITU, COL, InfoDev, ITU BAFD, OMS, UNDP ;</p>	<p>Proportion d'écoles qui sont des e-écoles du NEPAD,  Nombre de pays possédant une Agence nationale de mise en place.</p>	<p>Commonwealth of Learning (COL), InfoDev et UA/NEPAD</p>
<p><b>Réseau satellite des e-écoles du NEPAD</b></p>	<p>À déterminer par une étude de faisabilité en 2008/2009. Faisabilité estimée à USD 4 millions</p>	<p>Résultats de l'étude de faisabilité</p>	<p>UA/NEPAD ; gouvernements africains</p>	<p>Nombre d'écoles connectées par satellite</p>	<p>UA/NEPAD</p>
<p><b>Programme d'infrastructures pour TIC (informatique et communications) à large bande</b>  *Système de câble sous-marin est-africain (<i>East African Submarine Cable System – EASSy</i>)</p>	<p><b>Coût total : USD 280 millions</b>  <b>USD 200 millions</b> pour la mise en place du câble sous-marin pour l'EASSy  <b>USD 50 millions</b> pour les stations du câble et USD 30 millions pour la préparation du projet comprenant l'EASSy ; Connectivité TIC large bande en Afrique de l'Est et australe et en Afrique centrale, de l'Ouest et du Nord</p>	<p>Engagement préalable des parties prenantes de l'EASSy pour <b>USD 205 millions</b> pour le projet EASSy.</p>	<p>Gouvernements africains, CER, opérateurs agréés ayant signé le protocole d'accord de l'EASSy, compagnies téléphoniques et opérateurs télécoms initiateurs du projet (COMTEL, SRII, INTELCOM II, COM7, Infinity...), partenaires au développement (GBM, IFD, AFD, BAFD, NEPAD...)</p>	<p>Nombre de pays connectés aux infrastructures de TIC large bande  Nombre de réseaux en accès ouvert</p>	<p>UA/NEPAD, propriétaires de projets, partenaires au développement, CER et gouvernements impliqués dans le projet</p>

*10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008*

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\***

<p><b>Réseau NEPAD d'infrastructures TIC à large bande</b> <i>(Câble sous-marin UHURUNET)</i></p>	<p>USD 1.4 milliard</p>	<p>USD 1.05 milliard</p>	<p>UA/NEPAD ; CER ; PAIDF ; BDAA ; IDC ; opérateurs télécoms (continentaux et internationaux) ; fournisseurs de services Internet ; investisseurs privés ; gouvernements africains ; associations normatives et réglementaires</p>	<p>Nombre de pays ayant ratifié/adhéré au Protocole de Kigali sur le cadre politique et réglementaire des réseaux.  Augmentation substantielle du coût des communications lorsque le câble est opérationnel &amp; application des principes de l'accès ouvert (<i>Open Access</i>)</p>	<p>UA/NEPAD ; CER ; PAIDF</p>
<p><b>Réseau NEPAD d'infrastructures TIC à large bande</b> <i>(Réseau terrestre UMOJANET)</i></p>	<p>Besoins estimés à USD 3 milliards sujets à réévaluation après l'étude de faisabilité prévue pour 2008</p>	<p>USD 500 000 déjà engagés. Engagements supplémentaires sous réserve des résultats de l'étude de faisabilité prévue pour 2008</p>	<p>UA/NEPAD ; CER ; PAIDF ; BDAA ; FPA ; IDC ; opérateurs télécoms ; fournisseurs de services Internet ; investisseurs privés ; gouvernements africains ; associations normatives et réglementaires</p>	<p>Nombre de pays ayant ratifié/adhéré au Protocole de Kigali sur le cadre politique et réglementaire des réseaux.  Augmentation substantielle du coût des communications lorsque le câble est opérationnel &amp; Application des principes de l'accès ouvert (<i>Open Access</i>)</p>	<p>UA/NEPAD ; CER ; PAIDF ; BDAA ; FPA</p>

**AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Pour faire face au problème à la fois très grave et récurrent de la pauvreté et de la faim en Afrique, le **Programme de développement agricole pour l'Afrique (Comprehensive Africa Agricultural Development Program, CAADP)** a été créé comme un plan « orienté croissance » visant à une croissance agricole autour de 6 % par an afin de générer la richesse nécessaire à la prospérité des communautés et foyers ruraux d'Afrique. Par le biais d'une procédure consultative, le CAADP a permis de mettre en lumière les programmes à faire valoir : extension des zones bénéficiant d'une gestion durable des terres et de l'eau, amélioration des infrastructures rurales et des capacités commerciales pour un meilleur accès au marché, hausse de la disponibilité alimentaire avec réduction de la faim et amélioration des réponses en cas de crise alimentaire, ainsi qu'amélioration des recherches agricoles et des techniques de dissémination et d'implantation. En outre, le renforcement des capacités pour l'agro-industrie, les universités et la formation professionnelle de même que l'information concernant la formulation des stratégies agricoles ont été rendues prioritaires au titre de domaines liés. Dans le contexte de ces priorités agricoles, les dirigeants africains s'engagent à s'attaquer aux questions de gouvernance, de politique et d'investissements du secteur privé, clefs d'une amélioration de l'efficacité de l'aide au développement axée sur la faim et la pauvreté.

10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008

PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

AGRICULTURE : projets et programmes prioritaires	Besoins financiers (coût total)	Engagements africains	Acteurs clefs	Indicateurs	Indicateurs de suivi
<b>Étendre les zones bénéficiant d'une gestion durable des terres et de l'eau (irrigation...)</b>	<p><b>USD 60 millions</b></p> <p>Projets prêts au financement<sup>1</sup> USD 3.757 millions</p> <p>USD 150 millions du FEM and USD 1 milliard en fonds d'investissement levés via le partenariat TerrAfrica pour la gestion des petits exploitants de l'eau et de la terre (SLWM)</p> <p>L'Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) engage USD 180 millions pour régénérer les sols épuisés des petits exploitants depuis plus de 5 ans à compter de 2007</p> <p>Soutien à l'irrigation via la BAfD</p>	<p>Fonds issus de l'engagement de Maputo : 10% de budget à l'agriculture</p> <p>Plus de USD 10 millions d'engagement des gouvernements africains au programme AFDFM (<i>African Fertilizer Development Financing Mechanism</i>)</p>	Fermiers, secteur agroalimentaire, ONG, gouvernements des CER, UA/NEPAD, partenaires au développement	<p>Programmes d'investissement pour le développement durable des terres et de l'eau développés et financés</p> <p>Tendance du secteur public à financer le soutien à la gestion des petits exploitants de l'eau et de la terre (SLWM)</p>	Système de surveillance et évaluation de l'UA/NEPAD
<p><b>Initiative d'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et des contrôles qualité dans l'agroalimentaire (tous CER)</b></p> <p><b>Initiative pour faciliter le commerce régional (tous CER)</b></p>	<p><b>USD 29.7 millions</b></p> <p>Projets prêts au financement USD 1.041 million</p>	Fonds issus de l'engagement de Maputo : 10% de budget à l'agriculture	Fermiers, secteur agroalimentaire, ONG, gouvernements des CER, UA/NEPAD, partenaires au développement	Suppression des principaux obstacles au commerce entre régions et harmonisation des politiques commerciales au sein des grandes CER d'ici à 2015. Étapes du projet définies	UA/NEPAD

<sup>1</sup> Based on FAO country consultations on National Medium Term Investment Plans (NMITPs) and the process to identify Bankable Investment Projects Profiles (BIPPs)

PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

**SANTÉ**

Un certain nombre de maladies à la fois évitables et curables causent des souffrances et des décès inutiles et constituent en outre une énorme charge pour l'Afrique en gênant considérablement son développement social et économique. C'est pourquoi les chefs d'État africains, de plus en plus préoccupés de santé publique, ont pris un certain nombre de décisions et orientations. Parmi celles-ci, mentionnons l'adoption des **Stratégies de santé de l'UA et du NEPAD**, qui établissent les besoins prioritaires. Ces stratégies soulignent l'importance du renforcement des systèmes de santé, véhicule indispensable des programmes en la matière, ainsi que d'un élargissement significatif de la lutte contre la mortalité. Bien que, déjà, d'importants engagements aient été pris et soient de plus en plus en cours de concrétisation, il y a encore beaucoup à faire dans bien des pays. De nombreuses lacunes subsistent en matière d'aide au développement, tant en volume qu'en structure. Il existe encore, notamment, un vide dans le financement de la santé et dans le soutien au développement des systèmes de santé.

SANTÉ : projets et programmes prioritaires	Besoins financiers	Engagements africains	Acteurs clefs	Indicateurs	Indicateurs de suivi
<p>Systèmes de santé efficaces après une première approche des soins de santé avec accès équitable à des soins essentiels de qualité et un financement suffisant des besoins de santé</p>	<p><b>USD 40 par personne et par an</b> pour les soins de base essentiels</p>	<p>15 % des pays africains possèdent leur propre budget public pour la santé</p> <p>Décisions prises lors de divers sommets de l'UA et réunions des chefs d'État des CER et décisions du Comité régional pour l'Afrique de l'OMS</p> <p>Stratégies de santé de l'Afrique et du NEPAD</p>	<p>Pays africains, chefs d'État, ministères des Finances et de la Planification, UA, NEPAD, OMS et autres agences des Nations Unies dont l'UNICEF et l'UNFPA, la Banque Mondiale, la BAFD, les ONG africaines, les institutions en charge du savoir, les partenaires au développement et les donateurs</p>	<p>Proportion croissante de budget public national autofinancé consacré à la santé</p> <p>Augmentation de l'aide au développement dans le domaine de la santé (objectif : USD 35 milliards par an)</p> <p>À plus long terme, financement prévisible et équitable</p> <p>Accès à des soins de base efficaces</p> <p>L'Afrique sur la voie, dès 2015, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stopper la tendance positive à la propagation et à l'augmentation des cas de SIDA, paludisme et autres grandes maladies, puis inverser cette tendance</li> <li>- réduire des deux tiers</li> </ul>	<p>UA, NEPAD, OMS et autres agences des Nations Unies, Banque mondiale, CEA, OCDE</p>

*10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008*

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD** (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

				le taux de mortalité infantile (nourrissons et enfants de moins de 5 ans) - réduire la mortalité maternelle de 75 %	
Programme de l'UA/NEPAD pour l'élaboration de systèmes de santé fonctionnels (à l'échelle du continent)	<b>USD 3 000 millions</b> sur 5 ans (85% envers des pays contre leurs choix et plans, 15% pour du soutien)	Stratégie de santé du NEPAD adoptée par les chefs d'État	Pays, UA/NEPAD, OMS Afro/Emro, CER, partenaires au développement, institutions africaines et organisations trans-africaines	Financements mobilisés et disponibles  Nombre de pays avec projets agréés  Amélioration des indicateurs clefs de performances des systèmes de santé	UA, NEPAD, OMS
Financement de la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, en particulier par le Fonds Mondial	<b>USD 3 500 millions</b> par an pour réaliser les nouveaux objectifs africains de traitement	Décisions prises aux sommets d'Abuja et à l'assemblée générale des Nations Unies Approbation du Fonds Mondial	Pays, Commissions nationales SIDA, UA, NEPAD, ONUSIDA, Roll Back Malaria, STOP TB, OMS, UNICEF, partenaires au développement, CER, OMS Afro	Baisse des décès dus au SIDA, à la tuberculose et au paludisme  Réduction des nouvelles infections par le HIV en particulier des femmes et des jeunes. Disponibilité de préservatifs. Compréhension et prise en charge du traitement contre la tuberculose  Disponibilité de médicaments à l'artémisinine et de moustiquaires fiables	UA, NEPAD, ONUSIDA, OMS

*10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008*

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD** (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

Projets Santé et SIDA des CER	<b>USD 50 millions par an</b>	Engagement à renforcer les CER  Décisions régionales des chefs d'État	CER, ministères africains de la Santé, UA, NEPAD, partenaires au développement, OMS Afro/Emro	Augmentation de l'emploi des thérapies antirétrovirales et de l'adhésion à ces thérapies  Changements dans les CACC (connaissances, attitudes, croyances et comportements) et projets mis en œuvre avec succès	CER, UA, NEPAD
Mis en œuvre du Plan africain de fabrication pharmaceutique	<b>USD 10 millions</b> pour le développement stratégique	Décisions prises aux sommets de l'UA	Ministères de la Santé, du Commerce et de l'Industrie, OMS, industrie pharmaceutique multinationale et africaine, organismes de recherche, UA, NEPAD	Augmentation des capacités de production de médicaments de qualité en Afrique  Augmentation des achats, tant locaux que par des agences mondiales, de médicaments fabriqués en Afrique	UA
Programme abordant les aspects marginaux des ressources humaines africaines pour résoudre la crise de santé	<b>USD 1000 millions</b> par an pour faire face aux aspects non salariaux de la crise des ressources humaines de la santé	Stratégie de santé africaine et CAMH 3 (conférence des ministres africains de la Santé)	UA, NEPAD, OMS Afro/Emro, AMPS, APhRH, gouvernements africains – société civile inter-ministérielle (finances, éducation, services publics, santé), milieux universitaires, FRCA, partenaires au développement	Résultats des formations  Conservation du personnel, état d'esprit de celui-ci  Personnel en augmentation sur base d'enquêtes de motivation  Changements dans les flux migratoires / changements dans les conditions de service	AMPS, APhRH, OMS, OIM, UA, NEPAD

10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD** (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

Soutien de la recherche afin d'améliorer la prise de décision basée sur la preuve	Allouer 2% des dépenses de santé à la recherche et à l'évaluation	Stratégie de santé de l'UA	OMS, universités africaines, organismes de recherche (SAHARA, COHRED, EDCTP...)	Résultats des recherches  De la connaissance à la politique d'action	OMS
---	---	----------------------------	---	--	-----

**ÉDUCATION**

En Afrique, l'éducation a beaucoup souffert de l'inadéquation des ressources et d'un manque de personnel compétent, en particulier dans le contexte d'une croissance rapide des populations en âge scolaire. Comblar le déficit africain en matière d'éducation nécessite donc beaucoup d'efforts. La pauvreté prive de nombreux jeunes de l'accès à l'école. La malnutrition et les problèmes de santé mènent au sous-apprentissage. Dans de nombreux pays, le VIH/SIDA a beaucoup d'impact sur l'éducation en se répandant rapidement parmi les enseignants et les jeunes femmes tandis que beaucoup d'enfants, et en particulier des filles, ne peuvent se rendre à l'école car ils doivent prendre soin de membres de leurs familles malades ou prendre des responsabilités professionnelles et familiales. Les principaux indicateurs clefs de performances pour le secteur de l'éducation restent d'actualité : faire en sorte que tous les enfants en âge scolaire fréquentent l'école primaire dès 2015, promouvoir l'égalité des sexes en éliminant les disparités entre les sexes à l'école primaire et secondaire et atteindre une égalité de niveau d'éducation entre hommes et femmes en 2015 au plus tard, protéger les enseignants, les élèves et les charges de famille du VIH/SIDA et assurer un environnement favorable aux personnes touchées par le virus VIH/SIDA (en particulier les orphelins et les enfants vulnérables), renforcer l'enseignement secondaire en mettant l'accent sur les Programmes d'alimentation scolaire dans l'enseignement secondaire, promouvoir l'enseignement à distance pour la formation continue des professeurs et le renforcement des capacités dans le secteur public, favoriser la reconstruction des services éducatifs au sortir des conflits, et renforcer et améliorer la formation à la recherche dans l'enseignement supérieur par le biais d'un soutien aux recherches en cours sur le statut de l'enseignement supérieur. Reportez-vous aux programmes mentionnés dans le plan Éducation pour les mises en œuvre apparaissant ci-dessous.

<b>ÉDUCATION : projets et programmes prioritaires</b>	<b>Besoins financiers</b>	<b>Engagements africains</b>	<b>Acteurs clefs</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Indicateurs de suivi</b>
<b>Programme de formation et de développement ouvert et à distance pour enseignants :</b> Pilotes : Angola, RDC et Mozambique (à l'échelle du continent)	<b>USD 3 000 millions</b> par an	<b>USD 2.5 millions</b> dans les 18 prochains mois	UA/ NEPAD, ministères de l'Éducation, UVA, AUA, COL, CER UA/NEPAD, CER, gouvernements africains, AUA, UVA, ACU, ACCU	Nombre d'enseignants inscrits et diplômés  Amélioration des performances dans l'enseignement  Nombre d'étudiants inscrits et diplômés	Groupe de suivi EPT / UA/NEPAD CER, UA/NEPAD, APRM, gouvernements nationaux
<b>Programme de promotion de l'enseignement des sciences, des mathématiques et des techniques</b> (à l'échelle du continent). Pilotes dans 17	Coût total : <b>USD 2 000 millions</b> par an pour les trois prochaines années  USD 600 000 pour la	USD 1 million en terrains et bâtiments	UA/NEPAD, CER, gouvernements africains	Nombre d'enseignants inscrits et diplômés  Amélioration des performances dans l'enseignement	CER, UA/NEPAD, APRM, gouvernements nationaux

*10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008*

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD** (*projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008*)\*\*

pays	préparation du projet			Nombre d'étudiants inscrits et diplômés  Taux d'engagement des diplômés sur le marché	
<b>Programme pour le renouveau des universités et hautes écoles africaines (polytechnique, école normale...)</b> <b>Mise en place de réseaux de centres d'excellence.</b> (à l'échelle du continent)	Coût total : <b>USD 700 millions</b> par an pour les trois prochaines années  USD 1.5 million pour la préparation du projet	Indisponible	UA/NEPAD, AUA, UVA, ACU, ACCU, gouvernements africains	Nombre d'inscriptions dans les institutions d'enseignement supérieur  Taux d'engagement des diplômés sur le marché, qualité de la formation et nombre de centres d'excellence	CER, UA/NEPAD, APRM, gouvernements nationaux



**SCIENCES ET TECHNOLOGIE**

SCIENCES ET TECHNOLOGIE projets et programmes prioritaires	Besoins financiers (coût total)	Engagements africains	Acteurs clefs	Indicateurs	Indicateurs de suivi
<b>Biodiversité, Biotechnologies et connaissances indigènes</b> (à l'échelle du continent)	<b>USD 50 millions</b> Formation et développement	Indisponible	AMCOST, ministres du G8 des S&T, secteur privé	Nombre de scientifiques et techniciens formés à la conservation  Amélioration des infrastructures de R&D	Bureau de l'AMCOST (UA/NEPAD)
<b>Énergie, eau et désertification</b> (à l'échelle du continent)	<b>USD 68 millions</b>  USD 15 millions pour l'énergie USD 45 millions pour l'eau USD 8 millions pour la sécheresse et la désertification	Indisponible	AMCOST, ministres du G8 des S&T, secteur privé	Éventail des sources d'énergie  Qualité et quantité d'eau disponible	Bureau de l'AMCOST (UA/NEPAD)
<b>Sciences des matériaux, usinage, laser et après-récolte</b> (à l'échelle du continent)	<b>USD 9.5 millions</b>  USD 4.5 millions pour les sciences des matériaux USD 2.5 millions pour les capacités techniques pour l'usinage et la fabrication USD 2.5 millions pour les pertes alimentaires après récoltes	Indisponible	AMCOST, ministres du G8 des S&T, secteur privé	Valeur ajoutée à la biodiversité africaine	Bureau de l'AMCOST (UA/NEPAD)

## COMMERCE, INDUSTRIE ET INVESTISSEMENTS

L'Afrique a besoin de se concentrer davantage sur la production et l'exportation de biens à haute valeur ajoutée et de consentir en parallèle un effort plus soutenu sur l'amélioration de sa production et de sa compétitivité en matière d'exportations traditionnelles. Le NEPAD a élaboré une stratégie traitant de cette question : l'IRCPA (**Initiative pour le renforcement des capacités productives d'Afrique**). L'IRCPA prévoit l'augmentation de la valeur ajoutée des biens manufacturés par les économies africaines à hauteur de 17 % de leur PIB, ce qui permettrait aux pays africains d'atteindre l'objectif de croissance annuelle du NEPAD, qui est de 7 %. Soutenir la mise en œuvre de l'IRCPA exige des ressources accrues. La nécessité de tenir les engagements du cycle de Doha reste l'une des premières priorités de l'Afrique. Évidemment, pour l'Afrique, la question clef du cycle reste la libéralisation du commerce agricole.

**Amélioration du climat des affaires en Afrique** - Dans l'économie africaine, le secteur privé joue le rôle essentiel de principal moteur de croissance et générateur de richesse ainsi que de moyen indispensable à la réduction de la pauvreté par sa capacité à créer des emplois, des revenus et des impôts. L'investissement étranger direct représente l'une des sources de financement extérieur les plus importantes pour les pays en développement et contribue sans aucun doute à la création d'emplois et de revenus. Il est toutefois important de garder à l'esprit que l'investissement des entrepreneurs locaux dépasse largement l'investissement étranger direct dans les pays en développement. Les entreprises privées locales - depuis les fermes et les micro-entreprises jusqu'aux usines implantées localement - se situent au cœur même de l'investissement et du processus de développement. Un autre domaine clef pour l'Afrique, qui pourrait être soutenu par les partenaires au développement, serait l'extension d'un secteur privé axé sur les exportations. Les pays africains se verraient dès lors capables de tirer avantage de l'ouverture des économies mondiales dans le cadre réglementaire d'un système commercial multilatéral. Comme les entreprises privées opérant en zones rurales, et en particulier les PME ainsi que le secteur informel, sont les principaux créateurs d'emplois, le développement d'un secteur privé concentré sur ces entreprises contribuera puissamment à la lutte contre la pauvreté dans les pays où, sans cela, toute croissance économique sonnerait creux. Certains programmes sont évoqués ci-dessous.

COMMERCE, INDUSTRIE ET INVESTISSEMENTS : projets et programmes prioritaires	Besoins financiers (coût total)	Engagements africains	Acteurs clefs	Indicateurs	Indicateurs de suivi
<b>Fonds pour le climat d'investissement (ICF – Investment Climate Facility)</b>	Coût total : <b>USD 550 millions</b>	Le secteur privé africain s'est engagé à financer ce fonds	UA/NEPAD, CER, ICF secteur privé, pays du G8 et de l'OCDE	Ressources mobilisées  Amélioration des politiques, législations et réglementations relatives à l'investissement  Renforcement des marchés financiers et des marchés des capitaux intégrés	UA/NEPAD, CER, FPA

10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\***

<b>Initiative pour le renforcement des capacités productives d'Afrique (IRCPA)</b> Mise en place d'un programme de capacités sous-régionales (Afrique de l'Est, centrale, du Nord, australe et de l'Ouest)	Coût total : <b>USD 500 millions</b>	Indisponible	Conférence des ministres africains de l'Industrie (CAMI), UA/NEPAD/CER	Étapes du projet définies	CAMI, UA/NEPAD
--	--------------------------------------	--------------	--	---------------------------	----------------

**ENVIRONNEMENT**

L'Initiative Environnementale de l'UA/NEPAD a permis d'élaborer un plan d'action stratégique cohérent visant à s'attaquer aux défis environnementaux des régions dans le cadre d'un développement durable et d'une volonté de réduction de la pauvreté. De nombreux progrès dans l'intégration de l'action environnementale du NEPAD au niveau sous-régional ont été réalisés. Cependant, étant donné la nature complexe et variable des questions d'environnement – en particulier liées au développement durable et à l'éradication de la pauvreté – la coordination et le financement des programmes prioritaires ont lancé les plus grands défis. La mise en œuvre des conventions mondiales sur l'environnement – surtout aux niveaux sous-régional et national pour une meilleure contribution au développement durable et à l'élimination de la pauvreté – est également une priorité urgente pour l'Afrique. La matrice ci-dessous, tout en mentionnant en premier lieu les priorités environnementales internationales comme les changements climatiques, évoque également d'autres questions relatives à la gestion de l'environnement considérées comme urgentes en Afrique.

<b>ENVIRONNEMENT : projets et programmes prioritaires</b>	<b>Besoins financiers (coût total)</b>	<b>Engagements africains</b>	<b>Acteurs clefs</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Indicateurs de suivi</b>
<b>Bassin du Congo</b> Plan de convergence sur les forêts	<b>USD 20 millions</b>	Indisponible	NEPAD, pays d'Afrique centrale, PNUE/FEM	Indicateurs définis	UA/NEPAD, secrétariat de la COMIFAC, gouvernements
<b>Ressources génétiques et produits forestiers non-ligneux (NTFP)</b>	<b>USD 5 millions</b>	Indisponible	UA/NEPAD, CER, PNUE/FEM, CIRAF, instituts de recherche, gouvernements nationaux	Étapes du projet définies	UA/NEPAD, CER, CIRAF gouvernements nationaux
<b>Programme de constitution de ressources humaines et matérielles pour l'adaptation de l'Afrique aux changements climatiques (y compris le groupe de l'UA/NEPAD sur les changements climatiques)</b>	<b>USD 10 millions</b>	Indisponible	NEPAD, CER, CIRAF, ACCA ; PNUE/FEM, instituts de recherche, gouvernements nationaux	Étapes du projet définies	CER, CIRAF gouvernements nationaux

10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008

PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

<b>Programme ClimDevAfrica</b> (Climate for Development in Africa)	<b>USD 900 millions</b>	Indisponible	UA/NEPAD, BAfD, CEA, gouvernements africains et partenaires au développement	Indisponible	ClimDevAfrica, partenaires au développement et États-membres de l'UA
<b>Projet « Green Wall » (la Grande Muraille verte du Sahara)</b>	<b>Indisponible</b>	Indisponible	UA/NEPAD, PNUE, CER et particulièrement le CEDEEAO	Indisponible	UA/NEPAD, PNUE & CEDEEAO
<b>Programme de prévention des catastrophes</b>	<b>Indisponible</b>	Indisponible	CUA, SIPC, PNUE	Indisponible	CUA, SIPC, PNUE

## PAIX ET SÉCURITÉ

L'UA a mis au point une **politique de reconstruction et de développement post-conflits**. Pour l'UA/NEPAD, les principaux domaines de reconstruction après les conflits sont les suivants : (a) s'attaquer aux asymétries capacitaires entre acteurs internes et externes ; (b) promouvoir les échanges de connaissances et de meilleures pratiques entre les pays sortant de conflits et les partenaires au développement ; (c) promouvoir la coordination et la gestion au sein des pays sortant de conflits ; (d) promouvoir l'évaluation mutuelle entre pays sortant de conflits et partenaires au développement ; (e) promouvoir la gestion des connaissances sur les meilleures pratiques dans les pays sortant de conflits. Le principal défi est de développer la capacité de reconstruction après conflit.

<b>PAIX ET SÉCURITÉ : projets et programmes prioritaires</b>	<b>Besoins financiers (coût total)</b>	<b>Engagements africains</b>	<b>Acteurs clefs</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Indicateurs de suivi</b>
Architecture continentale pour la paix et la sécurité	<b>USD 20 millions</b> pour 3 ans	Protocole du Conseil de paix et sécurité (CPS)	UA/NEPAD, CER, OSC des gouvernements africains, UE, OTAN	Un secrétariat du CPS complet et fonctionnel Nomination des membres du Comité des Sages	UA/NEPAD, CER, gouvernements africains
Forces africaines d'alerte (FAA) et Comité d'état-major (MSC, <i>Military Staff Committee</i> )	<b>USD 1 000 millions</b> pour 3 ans  <b>USD 40 millions</b> pour une période de 5 ans.	À déterminer	UA/NEPAD, CER, OSC des gouvernements africains, UE, OTAN	Étapes du projet définies	UA/NEPAD, CER, gouvernements africains
Fonds de soutien opérationnel de la paix en Afrique	<b>USD 1 000 millions</b> pour 3 ans	USD 60 millions de fonds de démarrage de la part des États-membres	UA/NEPAD, CER, OSC des gouvernements africains, partenaires au développement, OTAN	Capacité de prise en charge des opérations de maintien de la paix au Darfour, en RDC et en Somalie	UA/NEPAD, CER, gouvernements africains

*10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008*

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\***

Système continental d'alerte rapide (SCAR) pour la prévention des conflits	<b>USD 40 millions</b> pour 5 ans.	Indisponible	UA/NEPAD, CER, OSC des gouvernements africains, partenaires au développement	Mise à jour des salles de situation de l'UA et des CER Données d'alerte rapide Mécanismes de réponse rapide	UA/NEPAD, CER, gouvernements africains
Reconstruction et développement post-conflit	<b>USD 50 millions</b> pour une période de 3 ans.	Indisponible	UA/NEPAD, CER, OSC des gouvernements africains, partenaires au développement	Étapes du projet définies	UA/NEPAD, CER, gouvernements africains
Gestion des ressources naturelles dans les zones de conflits	<b>USD 10 millions</b> pour 3 ans	Indisponible	UA/NEPAD, CER, OSC des gouvernements africains, partenaires au développement	Normes minimales de gestion des ressources naturelles en zones de conflits	UA/NEPAD, CER, gouvernements africains, secteur privé
Lutte contre les mines antipersonnel et les ALPC (armes légères et de petit calibre) ; prévention du terrorisme, lutte contre celui-ci	<b>USD 50 millions</b>  USD 20 millions contre les mines antipersonnel USD 20 millions contre les ALPC (armes légères et de petit calibre) USD 10 millions contre le terrorisme	Engagements définis dans le Plan d'Action de Kempton Park (1997) ; Convention et Protocole de l'OUA (1999) ; Déclaration de Bamako (2000) ; Déclaration de l'UA sur les mines antipersonnel et ; Centre de l'UA pour l'étude et la recherche sur le terrorisme (ACSRT) (Alger) : <b>USD 2 millions</b> de fonds de démarrage	UA/NEPAD, CER, OSC des gouvernements africains, partenaires au développement	Étapes du projet définies	UA/NEPAD, CER, gouvernements africains

### GOUVERNANCE

GOUVERNANCE : projets et programmes prioritaires	Besoins financiers (coût total)	Engagements africains	Acteurs clefs	Indicateurs	Indicateurs de suivi
<b>Programme de l'UA/NEPAD pour le renforcement des capacités de gouvernance et d'administration publique</b>	USD 8 millions par an	À déterminer	Gouvernements africains, CER, AMDIN, UA/NEPAD	Nombre de pays participant au programme  Amélioration des capacités institutionnelles publiques et des systèmes de gouvernance	UA/NEPAD, APRM (mécanisme africain d'auto-surveillance) ; CEA
<b>Promotion de la transparence et lutte contre la corruption dans toute l'Afrique</b>	USD 9 millions	À déterminer	UA/NEPAD, commissions nationales anti-corruption, parlements nationaux et pan-africains des États-membres, communautés locales, partenaires internationaux	Ratification de la Convention, des protocoles de coopération judiciaire, conseil consultatif sur la corruption  Création de commissions nationales anti-corruption  Processus participatif de formulation du budget. Partenariats public-privé dynamiques	UA/NEPAD, commissions nationales anti-corruption, parlements

### DÉVELOPPEMENT DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Les femmes représentent aujourd'hui plus de 52 % de la population africaine et contribuent de manière significative au développement du continent. Elles sont encore et toujours l'épine dorsale de l'agriculture, jouent un rôle majeur dans les services et sont le moteur incontesté du secteur informel et de l'économie domestique. Cependant, elles jouissent rarement de l'accès aux services de base et de l'égalité des chances et sont souvent exclues des processus de prise de décision. Reconnaisant leur rôle et les contraintes auxquelles sont confrontées les femmes, les dirigeants africains ont adopté, par le biais des articles 4(1) de l'Acte constitutif de l'Union Africaine (2000), le principe de l'égalité entre les sexes. En outre, par l'adoption du **Protocole à la charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples concernant les droits des femmes en Afrique** et par la signature de la **Déclaration solennelle sur l'égalité des sexes**, les chefs d'État ont fait preuve, au plus haut niveau, d'engagement politique en faveur de l'égalité des sexes. L'acte fondateur de la CUA et du NEPAD appelle clairement à l'ancrage central de l'égalité des sexes au sein du cadre politique de l'UA/NEPAD. En effet, l'un des deux objectifs du NEPAD évoque

*10<sup>e</sup> Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA), Tokyo, Japon, 7 – 8 avril 2008*

**PLAN D'ACTION AFRICAIN DE L'UA/NEPAD** (projet de version finale mis à jour, 28 mars 2008)\*\*

spécifiquement l'autonomisation des femmes. C'est pourquoi tous les organes de l'UA, y compris la Commission de l'Union Africaine (CUA) et le NEPAD, doivent veiller à ce que l'égalité des sexes soit intégrée institutionnellement. Pour que l'UA/NEPAD puisse travailler à combler les fossés existants et s'attaquer aux disparités entre les sexes, des besoins financiers supplémentaires sont indispensables afin de renforcer les institutions, bâtir l'expertise technique et financer les interventions spécifiques contre les barrières qui demeurent. Cela permettra de soutenir, au niveau national, l'intégration des femmes et la mise en place du Plan d'action de Pékin ainsi qu'à renforcer les capacités liées à la mise en œuvre de projets et interventions s'attaquant à la marginalisation des femmes et des orphelins par le biais de l'exclusion sociale et de la vulnérabilité.

<b>ÉGALITÉ DES SEXES : Besoins prioritaires</b>	<b>Besoins financiers</b>	<b>Engagements africains</b>	<b>Acteurs clefs</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Indicateurs de suivi</b>
<b>Programme principal d'intégration des femmes et d'égalité entre les sexes de l'UA/NEPAD</b>	<b>USD 10 millions</b> par an pendant 5 ans	USD 100 000 mobilisés auprès du GTZ	NEPAD/UA/CER, NEPAD <i>Gender Task Force</i> (groupe de travail sur l'égalité des sexes), gouvernements nationaux, partenaires au développement	L'intégration effective de l'égalité hommes-femmes dans les secteurs prioritaires de l'UA/NEPAD  L'efficacité de la « Gender Task Force » (groupe de travail sur l'égalité des sexes) dans le suivi de l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans tous les secteurs thématiques  Intégration sectorielle des allocations budgétaires Image améliorée et positive de l'UA/NEPAD	NEPAD/UA/CER, « Gender Task Force » du NEPAD, gouvernements nationaux, autorités régionales, autorités internationales

*Mars 2008*